

Résister à la Déportation en France et en Europe

Thème 1 – Les déportations dans l'Europe sous domination allemande

La déportation pour les Allemands est à la fois un outil de répression et de persécution raciale. Il s'agit à la fois de punir les opposants politiques et idéologiques du régime nazi mais aussi d'arrêter, de contrôler et d'exterminer les ennemis raciaux du régime. Ces deux dimensions sont parfois liées lorsqu'un déporté est à la fois communiste et juif par exemple. Mais il ne faut pas minimiser la dimension économique du processus de déportation. Les déportés servent en effet de main d'œuvre gratuite et exploitable dans les camps nazis.

I. L'Europe sous domination allemande, des statuts différents selon les territoires

A la fin de l'année 1942, presque toute l'Europe continentale est sous domination allemande. Hitler a appliqué les objectifs rédigés dans *Mein Kampf* en agrandissant l'espace allemand par des annexions et des conquêtes. Cependant tous les territoires passés sous domination allemande ne sont pas considérés de la même manière par les Allemands. L'Europe de l'ouest, par exemple, même si elle est occupée, n'a pas été envisagée comme un espace de peuplement ; à la différence de l'Europe de l'est qui fait partie de « l'espace vital » allemand, c'est-à-dire destiné à être colonisé par des populations germaniques après avoir été vidé de la majeure partie de ses habitants.

Certains territoires sont annexés comme la partie occidentale de la Pologne ou l'Alsace et une grande partie de la Lorraine : ils deviennent donc partie intégrante de l'Allemagne. D'autres espaces sont occupés comme la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique (les fonctionnaires du pays restent en poste et sont contrôlés par des fonctionnaires allemands). Un autre procédé consiste à maintenir l'autorité politique dans ses attributions mais en la mettant sous tutelle (le roi du Danemark, Christian X, reste au pouvoir et le pays conserve son armée, son Parlement... mais il doit rendre des comptes aux Nazis – c'est presque la même chose en France avec le maintien de l'autorité du Maréchal Pétain). D'autres pays sont devenus des alliés des Nazis comme l'Italie, la Roumanie, la Hongrie...

Avec ces statuts différents, les politiques de répression (contre les résistants et les opposants) et de persécution (contre les ennemis raciaux) sont différentes selon les territoires. Cela explique en partie des bilans humains différents d'un pays à l'autre. Par exemple, en Pologne, 75% de la communauté juive a été tuée ; en France, c'est 25% qui a été exterminée. A l'Est, les persécutions, les violences et les déportations sont plus précoces et massives que dans certains pays de l'Ouest. De plus, en Europe de l'Ouest, le processus d'extermination raciale ne commence qu'après la conférence de Wannsee de janvier 1942. Enfin, cela dépend aussi des choix politiques des pouvoirs en place. La France de Vichy a décidé de collaborer avec les Nazis sur le plan politique et répressif (la police française arrête des Juifs). Au Danemark, les politiques ont voulu garder la main sur la gestion de leurs affaires intérieures et ils se sont opposés à la politique de déportation raciale voulue par l'Allemagne.

Exemple : les persécutions contre les Tsiganes

Le terme Tsigane est utilisé pour désigner les peuples nomades de langue romani. En Allemagne, ces populations, en plus des mesures discriminatoires, sont internées (=mises de force dans des camps). Des camps, comme celui de Cologne, en 1935 sont créés. Dans le reste du Reich, des Tsiganes sont envoyés dans des camps dès 1938. Un camp spécial est créé à Birkenau, où 23 000 d'entre eux sont détenus de février 1943 à août 1944. En Europe de l'Est, les violences envers les Tsiganes sont nombreuses. En Lettonie, par exemple, 2 400 sont tués sur les 4 000 Tsiganes que comptait le pays en 1942. En Europe de l'Ouest, les persécutions sont importantes mais la violence moins intense. En France, ce sont les autorités françaises qui sont chargées de s'occuper des Tsiganes. 7 000 sont internés dans des camps créés comme à Montreuil-Bellay ou Saliers. Les Tsiganes n'ont pas bénéficié d'aide particulière. Leur sort est peu connu pendant comme après la guerre.

II. Déporter pour réprimer et pour exterminer

Avec l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir en 1933, une série de décrets sont adoptés et les opposants sont traqués et éliminés. Le 22 mars 1933, le camp de concentration de Dachau s'ouvre. Dès lors, le modèle de Dachau se généralise et d'autres camps sont créés. En parallèle, des mesures contre les Juifs sont prises et les violences s'accroissent.

A mesure que la domination allemande sur l'Europe s'accroît, la répression contre les opposant(e)s politique(s) et les résistant(e)s concerne un nombre croissant de personnes. Leur arrestation

s'accompagne de plus en plus souvent d'un déplacement forcé vers d'autres territoires : on parle de déportation. Cette déportation devient un outil de la répression. Cela permet d'éloigner les personnes internées de leur pays d'origine et de les juger dans le Reich allemand. On estime que 90 000 personnes environ ont été déportées dans le cadre de la répression pour la France.

Deux exemples de déportation

Déportation de répression = le « convoi dit des 45 000 »

Le nom de ce convoi s'explique par le matricule tatoué sur le bras des déportés à leur arrivée à Auschwitz en juillet 1942. Ce convoi est composé exclusivement d'hommes, majoritairement français, communistes, ouvriers. Ils ont été arrêtés en zone occupée pour des faits de résistance ou comme otages politiques. Il faut ajouter 50 otages juifs à ce convoi. Sur les 1170 hommes dénombrés à leur arrivée à Auschwitz, 119 seulement survivent.

Déportation de persécution = le convoi 77

Parti de la gare de Bobigny, le 31 juillet 1944, il arrive à Auschwitz le 3 août 1944 avec 1 306 déportés raciaux (dont 324 enfants). 836 personnes sont assassinées dès leur arrivée. Seuls 250 (ou 251) déportés sont survivants au moment de la libération du centre.

La déportation de persécution concerne les Juifs, les Tsiganes, les témoins de Jéhovah et les homosexuels. D'abord, des mesures discriminatoires visant à les exclure de la société ont été mises en place. A l'Est de l'Europe, elles sont plus brutales. Par exemple, des ghettos sont créés dès 1939. Ils servent à concentrer et séparer les Juifs du reste de la population. On estime que 1 100 ghettos ont été constitués entre la Pologne et l'URSS et qu'ils ont regroupé plus de 2 millions de personnes. Ils ne suivent pas de modèle identique : certains sont clos, entourés de murailles (comme celui de Varsovie) ; d'autres sont délimités par des barbelés ou une palissade ; d'autres sont « ouverts ». Mais les conditions de vie et sanitaires sont partout terribles. On estime que 500 000 personnes en sont décédées avant l'été 1942. Après la mise en place de la Solution Finale, les ghettos servent à regrouper les Juifs avant de les déporter vers un centre de mise à mort. A l'Ouest, les premières rafles (pas forcément suivies de déportation) ont lieu dès 1941. Entre l'été 1941 et le printemps 1942, la Solution Finale se met en place. La violence franchit alors un nouveau seuil en particulier à l'Est où les Einsatzgruppen assassinent 33 000 Juifs à Babi Yar, en Ukraine, en septembre 1941. En septembre 1941, Hitler décide que l'Allemagne ne doit plus compter de Juifs. Ils sont envoyés en grand nombre vers la Pologne, ce qui justifie, pour les autorités locales, leur assassinat. Le centre de Chelmno est créé en décembre 1941. A partir de janvier 1942, lors de la conférence de Wannsee, l'assassinat centralisé et systématique des Juifs devient une politique d'État. Même si les massacres par fusillades se poursuivent pendant toute la guerre ; la déportation vers les centres de mise à mort devient le principal moyen pour éliminer les Juifs d'Europe. Six centres sont dotés de chambres à gaz : Chelmno, Treblinka, Sobibor, Majdanek, Belzec et Auschwitz-Birkenau.

L'exemple du complexe d'Auschwitz

Le nom d'Auschwitz regroupe une réalité multiple. Cette ville de Haute-Silésie est un nœud ferroviaire. A partir du printemps 1940, un camp de concentration y est installé pour mettre au pas la population polonaise : l'asservir et la mettre au travail au profit de projets multiples, industriels en particulier. Elle devient plus tard un centre de mise à part des Juifs polonais d'abord, puis européens ensuite.

Auschwitz I, utilisant la main d'œuvre forcée, se sert de cobayes humains. Polonais, Tchèques, Soviétiques, Tsiganes, leur sort est la mort.

Auschwitz II (Birkenau) est ouvert au printemps 1942 dans l'intention d'y déporter des Juifs pour les exterminer.

Auschwitz III (Monowitz) est un centre industriel géré par IG Farben où travaillent, de manière forcée, 15 000 déportés. Il faut ajouter à celui-ci de multiples sous-camps liés à des usines ou des mines.

A la fin de 1941, les premières expériences de gazage ont lieu sur des prisonniers soviétiques. A partir de février 1942, les Juifs sont amenés par convois depuis toute l'Europe. Du fait de la double nature du complexe (camp de concentration et centre de mise à mort), une « sélection » est effectuée à la sortie du train. Sur les 1,1 million de Juifs déportés à Auschwitz, 900 000 sont assassinés dès leur arrivée dans les chambres à gaz. Les autres sont intégrés au camp de concentration pour y être mis au travail. Cette structure mixte devient donc un lieu essentiel de la Solution Finale et de son processus génocidaire industrialisé. Le camp n'est libéré qu'en janvier 1945 par les soldats soviétiques. Les SS, avant

d'abandonner le camp, détruisent les crématoires et ordonnent l'évacuation des internés « encore capables de se déplacer ». Ce déplacement vers d'autres camps porte le nom de marches de la mort.

III. S'opposer à la déportation

Refuser la déportation, c'est essayer de sauver des vies mais c'est aussi empêcher la réalisation du projet idéologique nazi : celui d'une Europe aryenne d'où seraient « bannies » (en réalité, exterminées) les populations « indésirables » aux yeux des Nazis mais aussi les opposants politiques et idéologiques.

Des hommes et des femmes se sont engagés dans la Résistance et viennent notamment en aide aux persécutés. Les rafles successives ont contribué à une prise de conscience et certains se sont engagés pour sauver d'une mort certaine les persécutés. Les Français ayant sauvé des Juifs sont dits « Justes parmi la Nation ». Cette mobilisation a forcé les autorités à ralentir le rythme des déportations ou à en limiter la mise en œuvre. Mais c'est aussi une opposition sur le plan moral : ces opposants aux déportations ont contribué à préserver et à porter haut les valeurs des sociétés occupées face au projet allemand.

L'une des premières oppositions à la déportation se manifeste en France par l'échec de la « Relève » et l'opposition au STO (Service du travail obligatoire). L'Allemagne nazie a besoin de main d'œuvre, de travailleurs qu'elle entend prélever dans les territoires occupés. Elle prévoit d'abord un plan appelé « la Relève » en juin 1942 : en échange de la libération de prisonniers de guerre, les travailleurs doivent être envoyés en Allemagne. Ce plan est un échec. En février 1943, le STO permet de réquisitionner des travailleurs pour aller en Allemagne. Contre ce système, un vaste mouvement de refus, soutenu par la population civile, voit le jour. Mais, il ne s'agit pas réellement d'une déportation même si le mot est utilisé à l'époque. Le déplacement des travailleurs ne relève ni d'une déportation de répression, ni d'une déportation de persécution.

En revanche, la population dans les camps de concentration devient vite essentielle pour l'économie de guerre nazie. Des déportations massives sont organisées pour répondre aux besoins en main d'œuvre de l'Allemagne en guerre. Pour cela, la consigne est donnée aux SS en territoires occupés de vider les prisons, de multiplier les arrestations et les rafles en vue d'une déportation.

L'exemple du « programme Dora »

Pour Hitler, la construction des fusées V2 devient un enjeu stratégique car cette nouvelle arme doit lui permettre de retourner le cours de la guerre en sa faveur. Mais leur production requiert une main d'œuvre venue des camps de concentration importante. C'est le camp de Buchenwald qui fournit l'essentiel des travailleurs. Un site de production souterrain et secret est choisi près de la ville de Nordhausen à la fin août 1943. Au départ, 100 détenus du camp de Buchenwald sont envoyés dans ces deux immenses tunnels. Au début 1944, le groupe compte 10 000 hommes, pour beaucoup arrivés de France (9000). On compte, parmi ces travailleurs, essentiellement des résistants, mais aussi d'autres déportés arrêtés pour franchissement de la frontière, refus de travail et quelques prisonniers de droits-communs (=ceux qui auraient dû être en prison).

Fiche CNRD 2024

